

Le débat qui s'est déroulé aujourd'hui m'a vivement intéressé. Nous venons d'entendre le député de Spadina (M. Heap) exposer ses idées gauchissantes. J'ai été étonné d'apprendre aujourd'hui que le NPD consulte la haute finance de New York. C'est une volte-face renversante! D'habitude, les députés de ce parti ne veulent ni lui parler ni l'écouter. Tout à coup, ils la consultent. J'ignore toutefois à quel sujet. Je me demande s'ils suivront ses conseils. Toutefois, j'étais certes heureux de l'entendre dire cela. J'espère qu'ils continueront dans cette voie parce qu'ils apprendront peut-être quelque chose.

J'ai écouté la député de Mount Royal (M^{me} Finestone). J'ai été heureux d'apprendre aujourd'hui que le gouvernement libéral, fidèle à sa tradition, refuse de consulter les Canadiens...

M. Boudria: C'est vous qui formez les gouvernement, pas nous.

M. McDermid: ... et de les traiter cavalièrement.

Mme Copps: Vous êtes au pouvoir John.

M. McDermid: C'est précisément pourquoi les libéraux ne sont pas au pouvoir actuellement. C'est parce qu'ils agissaient ainsi. Ils se prétendaient plus avisés que quiconque et annonçaient ce qu'ils se proposaient de faire. Ils oublièrent de consulter. L'honorable représentante l'a dit aujourd'hui à la Chambre au cours de la période des questions. Elle a dit: «Oubliez les consultations». Ils ne demandent pas aux Canadiens ce qu'ils veulent, ils passent aux actes.

Mme Copps: Les étudiants veulent des emplois.

M. McDermid: C'est précisément sur quoi porte le débat aujourd'hui.

M. Marchi: Qui avez-vous consulté?

M. McDermid: Le gouvernement dirigé par le premier ministre (M. Mulroney) s'est engagé à consulter les Canadiens. C'est ce qu'il fait actuellement.

M. Gauthier: A propos des coupures?

M. McDermid: Cela continuera ainsi pendant tout le mandat du gouvernement actuel. Je dois ajouter qu'il se maintiendra très longtemps.

M. McKenzie: Quarante ans.

M. McDermid: C'est exact. Nous rivaliserons avec nos cousins en Ontario. Je ne serai pas ici pour célébrer le 41^e anniversaire de notre accession au pouvoir. Ni la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps).

Mme Copps: Parlez pour vous.

M. McDermid: Nous serons probablement alors à la retraite et confinés à nos chaises berçantes.

Pouvoir d'emprunt

M. Boudria: Nous allons vous mettre à la retraite aux prochaines élections.

M. McDermid: Je sais qu'elle prendra sa retraite, probablement après les prochaines élections. C'est ce qui se produira probablement dans Hamilton-Est.

Mme Copps: Qu'est-il arrivé à votre candidat dans Hamilton-Est?

M. McDermid: Elle fera cela ou elle retournera à l'Assemblée législative de l'Ontario pour se présenter à nouveau à la direction de son parti, car le chef actuel se trouve dans de mauvais draps. Je suis persuadé que c'est ce qui se produira.

Mme Copps: Nous savons que Frank Miller éprouve des problèmes.

M. le vice-président: A l'ordre. Je demande au député de parler du projet de loi sur le pouvoir d'emprunt ou du principe de l'universalité.

M. McDermid: Monsieur le Président, je pensais que si nous devions emprunter de l'argent, c'était notamment pour payer le salaire de la députée de Hamilton-Est. J'estime que je peux parler d'elle ici, je pense que c'est juste.

Une voix: Vous devriez emprunter un peu de crédibilité.

M. McDermid: Ces dernières semaines à la Chambre, nous avons vu soulever un faux problème. Ils peuvent lire les sondages d'opinion aussi bien que nous. Ils savent que le chef de leur parti a moins de partisans qu'il n'y a d'indécis. Nous savons que lors d'un caucus, il y a une semaine et demie, ils ont déclaré «personne ne sait qu'il est encore vivant». Sa popularité est tombée à 11 p. 100. Voilà où il en est. Ils se sont donc aperçus qu'ils devaient faire quelque chose à la Chambre et ils ont décidé de faire peur aux personnes âgées. Ils savaient que cela attirerait l'attention et c'est pourquoi ils ont soulevé ce faux problème. C'est un faux problème, mais ils voulaient faire un peu de publicité à leur chef. Ensuite, les députés du NPD ont dit: «attendez une minute. Nous voulons aussi être de la partie». Leur chef maintenait sa position à quelque 20 p. 100.

M. le vice-président: Je demande au député de s'en tenir au sujet.

M. McDermid: Monsieur le Président, je ne veux pas mettre en doute votre autorité, mais j'ai cru remarquer que la Chambre tenait un débat sur l'universalité. C'est de cela que je parle, de ce faux problème soulevé par l'opposition pour effrayer les Canadiens.

Mme Copps: Et vos députés de l'arrière-ban?

M. McDermid: C'est l'opposition qui a soulevé la question.

Mme Copps: Hier, à la Chambre des communes, vous avez eu des questions de vos propres députés.